

Conjoncture 2009

Le groupe CGT : intervention Roger-Pierre LEMOUZY

Monsieur le Président du Conseil Régional

Monsieur le Président du CESR

Madame et Monsieur les conseillers.

Aujourd'hui nous avons à nous prononcer sur l'avis conjoncture, l'année dernière pour la plupart d'entre nous, nous étions au début de la crise avec des appréciations différentes crise mondialisée, financière ou économique, pour la CGT dès le début nous avons affirmé que cette crise est une crise systémique.

Lors de notre explication de vote, nous sommes intervenus sur les conséquences éventuelles de celle-ci et nous étions très inquiets.

Aujourd'hui nous pouvons affirmer malheureusement que cette crise produit des inégalités sociales fragilisant nos territoires.

Le document de l'avis sur la conjoncture pour lequel nous devons nous prononcer aujourd'hui, établit pour la CGT un diagnostic certes intéressant pour avoir une vision au niveau mondial, national et régional, mais se situe dans une lecture technique de la situation.

Nous regrettons qu'il n'aille pas assez loin dans l'analyse politique de la situation en ne pointant pas les réelles causes de la crise avec ses effets.

Nous ne pouvons que regretter qu'il ne fasse pas le lien avec les salariés qui luttent contre les délocalisations et les fermetures de sites, ô combien nombreuses dans notre région

Permettez-moi d'affirmer qu'à sa lecture nous n'avons pas l'impression que notre région ait subi des plans sociaux et des fermetures de sites !

Certes dans l'avis il est fait référence à l'augmentation du chômage dans nos départements, mais aucune expression comme je l'ai dit précédemment sur les luttes des salariés de Mollex, un cas d'école du système pervers du capitalisme, de Freescale, Dynamic(castres), Pivaudran (lot), Avelanat (Ariège) ,Boschet SAM (Aveyron), la Moulasse (St Girons, Tembec (St Gaudens) et boyer dans le 82 et lasserre dans le 32 sans oublier les agents de l'hôpital psychiatrique d'Auch qui se battent contre la politique comptable qui réduit les coût au détriment des besoins des salariés et des populations , ce n'est qu'une infime partie des problèmes qui se posent dans nos département.etc.

Construire comme perspective d'avenir une autre organisation sociale et économique de la société est nécessaire.

En mettant le travail et la démocratie comme éléments structurant qui constitueront les fondements.

Elaborer un bon diagnostic de la crise en région est indispensable bien entendu en lien avec ce que subit le monde du travail et les retraités, afin d'éradiquer la maladie en permettant d'obtenir la définition du remède efficace.

Avant d'intervenir sur les conséquences en région, permettez-moi au nom du groupe CGT de situer succinctement les causes et ensuite les effets de cette crise.

Elle est le produit des politiques libérales qui ont conduit à favoriser les actionnaires au détriment des salariés :

- ▶ par la dévalorisation du travail, la progression de la précarité, le chômage massif et la mise en concurrence des salariés.

Les grands groupes détournent la richesse créée par les salariés au service de la financiarisation de l'économie.

En 2008 les entreprises non bancaires ont investi 209 milliards d'euros et ont distribué 227 milliards de dividendes aux actionnaires, et je ne parle pas du cadeau fait aux banques avec les 360 milliards sans aucun contrôle, un exemple : le gouvernement a donné 5 milliards d'euros à Paribas, dans le même temps la banque redistribue aux actionnaires 3 milliards euros.

La crise systémique résulte aussi d'une organisation de la production inhumaine et dévastatrice.

Il est possible de dégager progressivement de dégager 118 Milliards mettant fin aux gâchis de l'état

- 15 milliards : paquet fiscal
- 33 milliards d'exonérations
- 70 milliards de niches fiscales.

Sans oublier les paradis fiscaux une aubaine pour le grand Patronat.

Le stress et le harcèlement au travail sont devenu une forme de management des dirigeants des grands groupes.

Notre région ne fait pas exception à la règle : à Cahors l'inspection du travail a rappelé à France Telecom ses responsabilités sur la santé mentale et physique des salariés. France Telecom n'est pas la seule entreprise maltraitant ses salariés, un agent des services de l'équipement a mis fin à ses jours il y a quelques semaines à Toulouse.

Il existe aussi de nombreux déserts statistiques sur ce sujet, France Télécom n'est qu'une partie médiatisée. Les conditions de travail y sont de plus en plus draconiennes, le stress et les mutations d'office sont l'apanage de la direction. Les salariés le vivent de plus en plus mal et font l'irréparable, vous l'avez bien compris ils se suicident, aujourd'hui 25 cas c'est énorme. Nous sommes dans l'insécurité sociale au service du capital.

La répression anti syndicale est monnaie courante permettez moi de citer 2 cas assez significatif,

- le 1^{er} notre représentant régional de la métallurgie a comparu le 8 septembre devant le tribunal d'instance car le patron de l'UIMM de l'Ariège a porté plainte contre l'envahissement des pistes d'atterrissage à TOULOUSE BLAGNAC, lors d'un conflit, le délibéré nous a donné raison.
- le 2^e cas c'est la lutte des agents EDF et GDF qui ont gagné, la direction revancharde voulait et je dis bien voulait licencier 4 agents, c'est une première dans l'entreprise, grâce à la lutte des agents la direction a été obligée de revoir sa copie, hier la direction a annoncé l'annulation des sanctions pour 3 agents, ils réintégreront l'entreprise, reste 1 agent qui fait partie de la privatisation GDF -SUEZ.

Malheureusement rien ne présage un avenir meilleur, même j'affirme que si on continue cette politique au service du capital et du Medef, l'avenir sera catastrophique pour le monde du travail et les populations.

Dans ce cadre, la mise en évidence du mécanisme fondamental de la crise, l'identification de ses causes et de ses acteurs, participeront à renforcer l'efficacité de l'action syndicale pour la satisfaction des revendications des salariés et des peuples.

La période qui s'étend du milieu des années 70 à aujourd'hui, celle de la gestation de cette crise, se caractérise, du point de vue des rapports entre le capital et le travail, par une consolidation du capitalisme, c'est à dire par une hausse tendancielle du **taux de profit**.

Le phénomène qui marque ce cycle n'est pas seulement la financiarisation de l'économie mais aussi et d'abord le fait que la masse des profits générée par l'économie productive a permis une très importante **accumulation de capital financier** (achats d'actions, d'obligations et titres de toutes sortes), fondée sur un **pillage salarial quasiment sans précédent**.

En effet, deux éléments ont concouru à la **hausse du profit** : la croissance de la valeur ajoutée produite, grâce à une forte **hausse de la productivité** (un gâteau de plus en plus important d'année en année, sans que le rythme de la croissance se soit accéléré) et une **hausse du taux d'exploitation** se traduisant par la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée et donc par une part de plus en plus importante du gâteau dévolue au capital.

En d'autres termes, la mise au travail de la population des salariés s'est effectuée dans des conditions de plus en plus lucratives pour le capital.

Or, c'est à travers la détérioration de la situation de ces deux éléments (la baisse de la consommation et le durcissement du crédit) que capital et pouvoirs politiques entendent, au nom de la crise, justifier la multiplication des plans de licenciements, le recours massif au chômage partiel, l'impossibilité de toute augmentation de salaire, quand ce n'est pas sa baisse et la poursuite de la destruction de l'emploi public.

Un pillage salarial sans précédent et les effets nocifs s'accroissent en chaîne : le ralentissement de la consommation des ménages entraîne un tassement de la production et d'un investissement déjà poussif ; ce tassement débouche sur des suppressions d'emplois quand ce n'est pas la fermeture d'entreprises et le cercle infernal se relance...Du bâtiment à l'automobile, toute l'économie est concernée.

S'il convient de ne pas confondre les actuelles suppressions d'emplois qui résultent d'effets d'aubaine, notamment dans les grands groupes et leurs filiales, il faut prendre pour ce qu'elles sont les difficultés réelles de nombreux sous-traitants qui résultent directement de la dictature, renforcée par la crise, des donneurs d'ordre.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que nous n'avons sans doute pas encore subi tous les effets de cette crise...**qui ne se sont pas toutes révélées**

Le massacre de l'emploi public, tant par la réduction massive de celui-ci dans les fonctions publiques, territoriales et hospitalières et d'Etat, que dans ce qui reste des entreprises publiques (La Poste et la SNCF notamment), que par l'engagement massif de salariés hors statut, a concouru à une dégradation massive de l'emploi et des salaires et a constitué un formidable encouragement pour le patronat à ne pas respecter les conventions collectives.

La casse industrielle conduit à une importante baisse de l'emploi salariés industriel, voir de la précarité dans les services.

La représentation du travail s'est apparentée à celle d'un coût : le salaire. Cela a permis au nom de la compétitivité –celle du capital bien sûr– le pillage salarial que l'on sait et les exonérations de la part patronale de cotisations sociales, entre temps rebaptisées "charges sociales" ou "taxes sur le travail". Pour mémoire ces exonérations atteignent aujourd'hui en année pleine environ 35 milliards d'euros, cet argent pourrait alimenter le déficit de la sécurité sociale.

II. DES AXES ESSENTIELS POUR LA RÉOLUTION DE LA CRISE

1. S'attaquer aux causes économiques et sociales fondamentales

Les axes que nous mettons en avant ne sont pas exclusifs ; il en existe en effet nombre d'autres ; les droits des salariés dans l'entreprise ou la formation professionnelle, par exemple.

Il n'en reste pas moins certain que, compte tenu des causes de la crise, si nous ne sommes pas en situation de mettre ces axes en chantier, le capital fera payer les frais de cette crise aux salariés et aux contribuables que nous sommes.

trois axes de résolution centraux pour combattre la crise.

1. Une augmentation massive et générale des salaires pour l'ensemble des salariés du privé comme du public ; une augmentation fondée sur le respect de leurs qualifications et de leurs grades. pas un salaire ne soit en dessous du SMIC (pour la CGT le smic à 1700 euros) fortement revalorisé et que l'ensemble des pensions et des diverses allocations le soit aussi.

Cette question des salaires est décisive, c'est d'elle que tout dépendra.

En effet, sans évolution du partage de la valeur ajoutée en faveur du salariat, non seulement nous ferons les frais de la crise mais de plus une nouvelle crise surgira à terme et nul ne peut dire quelles en seront les conséquences sociales et politiques. Une chose est certaine, elle ne déboucherait pas sur un monde meilleur, au contraire.

Parce que le salaire constitue avec son augmentation massive un élément incontournable de la résolution de la crise ; **toute solution qui n'intégrerait pas cette nécessité serait illusoire ou trompeuse.**

2. Un fort développement de la propriété publique.

Il s'agit là encore d'un axe important socialement, économiquement, politiquement et idéologiquement. Économiquement, parce qu'il s'agit d'un moyen radical pour réduire le champ d'action du capital et ses exigences de rentabilité.

Socialement, car c'est le seul moyen de promouvoir une véritable égalité de traitement entre les usagers dans des secteurs décisifs de la vie de chacun ; toutes les prétendues "délégations de service public" ont fait la preuve de leur incapacité à offrir cette égalité de traitement et GDF-SUEZ est en train, une nouvelle fois, de nous administrer la preuve de la nocivité d'une fantasmagorie mixité des capitaux. Politiquement, car sans un puissant secteur de propriété publique, aucun pouvoir ne peut avoir une maîtrise de sa politique industrielle ; il ne peut que se soumettre aux objectifs du capital, la dernière période en France fournit une bonne illustration de cette réalité.

Nous proposons un pôle public financier ce qui permettrait une meilleure répartition de la richesse.

Depuis le début de l'année les mouvements sociaux dans un cadre unitaire, démontrent un profond mécontentement et la colère. La plateforme commune des organisations syndicales est d'un contenu politique de haut niveau, nous sommes bien dans une construction pour transformer la société, une société au service des besoins sociaux et répondant aux aspirations des populations.

Dans l'immédiat pour sortir de la crise, relancer une véritable politique industrielle est indéniable, même le président a lancé l'idée de « conférences régionales sur l'industrie », si cela n'est pas un simulacre de communication permettez-moi d'en douter, à ce sujet la CGT fait la proposition d'organiser en région une conférence sur l'emploi.

Notre région a un caractère mono industriel par l'activité aéronautique qui y est fortement marquée, car 54% des salariés de Midi-Pyrénées sont directement ou indirectement liés à ce secteur. Suivant une étude que nous avons réalisée dans le cadre du sommet social à Mécanic-Valley, il s'avère que le secteur de l'aéronautique génère 67% de précarité environ, cela est dû à une activité en direction des services aux entreprises, le cœur de métier est délocalisé et ceci nous laisse perplexe.

Nous sommes inquiets quant aux conséquences du plan Power 8 et Power 8+, dans nos départements nous avons des exemples où l'industrie principale disparaît, cela devient un désert industriel et les services publics disparaissent également.

En cela nous avons des propositions pour avoir une région industrielle équilibrée économiquement, socialement et partagée :

- Le soutien à l'innovation et à la recherche, la CGT propose d'y consacrer 3% du PIB soit 33 Milliards d'euros.

- Favoriser un développement humain durable par une économie, soucieuse des enjeux environnementaux et qui pourrait générer de milliers d'emplois
- Priorité à la démocratie sociale et territoriale, deux dimensions qui doivent être renforcées par la création d'un nouveau droit d'intervention des salariés (exemple la création de comité-inter-entreprises entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants.
- Le financement qui passe par la création d'un pôle public chargé d'aiguiller les financements vers le développement industriel.

Nous proposons la création de fonds régionaux pour l'emploi.

Le Contrôle des fonds publics par une commission, où les organisations syndicales travailleront dans celle-ci à chaque étape de la discussion. Qui est à mieux à représenter les salariés si ce n'est les syndicats.

Pour conclure, étant donné que nos amendements ont été pris en considération le groupe CGT votera l'avis.